

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

***Backlash* : comment l'ultradroite s'infiltré au sommet de l'État**

Paul Kellogg

Numéro 23, hiver 2020

La droite : quelles droites ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92892ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kellogg, P. (2020). *Backlash* : comment l'ultradroite s'infiltré au sommet de l'État. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (23), 21–25.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2020

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Backlash : comment l’ultradroite s’infiltrer au sommet de l’État¹

Paul Kellogg

Professeur agrégé et directeur du Centre d’études interdisciplinaires à l’Université Athabasca, Edmonton

L’extrémisme de droite est devenu presque banal un peu partout dans le monde. Bien avant l’arrivée de Donald Trump au pouvoir, on a observé avec stupéfaction et dégoût ses « performances » en matière de racisme. Aujourd’hui, on constate qu’un phénomène semblable fait son chemin au Canada. Doug Ford, que certains soupçonnent d’avoir été impliqué dans un trafic de drogue à Etobicoke², est maintenant premier ministre de l’Ontario. Son hostilité envers certains groupes de la population est manifeste. Jason Kenney, premier ministre de l’Alberta, nourrit de toute évidence une hargne contre les musulmans³. Au Québec, la nouvelle Loi sur la laïcité de l’État constitue pour plusieurs « une violation des droits des Canadiens originaires du Moyen-Orient, en particulier des musulmans canadiens⁴ ». À l’échelle fédérale, des proches du chef du Parti conservateur sont ouvertement associés à l’extrême droite, telle l’ancienne candidate à la mairie de Toronto et blogueuse bien connue Faith Goldy⁵. Il est important que nous puissions démêler cette nébuleuse avancée de l’extrême droite et comprendre comment elle peut exercer une influence sur la scène politique.

1 La traduction est de Pierre Beaudet.

2 Greg McArthur et Kari Shannon, « Globe investigation : The Ford family’s history with drug dealing », *Le Globe and Mail*, 25 mai 2013.

3 Six things everyone should know about Jason Kenney », *National Observer*, 6 juillet 2016.

4 Les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO), 28 mars 2019, <https://fr-cjpmc.nationbuilder.com/pr-2019_03_28>; « Liberals, muslims take aim at Legault over islamophobia comments », *CTV News Montreal*, 1^{er} février 2019.

5 John Geddes et Jason Markusoff, « Andrew Scheer has a problem », *Macleans*, 6 mai 2019.

Backlash

Le concept de *backlash* (« réaction adverse ») a été utilisé au début des années 1990 par la chercheuse féministe américaine Susan Faludi pour qualifier la transformation du discours antiféministe sous l'égide du président de droite Ronald Reagan⁶. Au Canada, Abigail Bakan et Audrey Kobayashi ont continué cette recherche en l'appliquant au régime imposé par le Parti conservateur en Ontario sous Mike Harris dans les années 1990⁷. L'idée principale est que la droite *réagit* contre des avancées sociales qu'elle considère comme une menace, socialement et culturellement.

Le « phénomène » Trump

Le président Donald Trump n'est pas seulement un populiste, il est d'abord et avant tout un raciste. C'est le racisme qui définit ses politiques : la construction d'un mur contre les immigrants mexicains, des « violeurs et des tueurs » selon lui, l'interdiction de l'immigration en provenance de pays musulmans, le traitement terrible infligé aux demandeurs d'asile et à leurs enfants provenant d'Amérique centrale, et ainsi de suite. Fait à noter, Trump a été élu grâce au vote de l'électorat blanc (56 millions de votes contre 36 millions pour Hillary Clinton). À l'inverse, Trump n'a reçu que 8 millions de votes d'électorat noir et d'électeurs racialisés, contre 29 millions de personnes qui ont soutenu la candidate démocrate. Au sein des Latino-Américains, Clinton a devancé Trump par plus de 4,8 millions de votes. Chez les électeurs afro-américains, elle a devancé Trump par 13 millions de votes. Malgré cette énorme différence quant au nombre de voix, Clinton ayant récolté 3 millions de votes de plus que Trump, ce dernier, compte tenu du système électoral prévalant aux États-Unis, a pu remporter la présidence avec l'appui d'États comme le Michigan et l'Ohio. Le populisme ne peut à lui seul expliquer ces résultats. À tout le moins, il faudrait le considérer comme un populisme racialisé. Selon Jamelle Bouie⁸, cette polarisation entre électorat de couleur et électorat blanc s'appuie sur la réaction (*backlash*) d'une grande partie des Blancs contre le fait d'avoir eu un président afro-américain pendant huit ans. Plus qu'un simple « changement », l'élection d'Obama a constitué pour ces électeurs et électrices un virage radical, une inversion. Ce sentiment s'est certes aggravé avec la détérioration du statut économique des couches moyennes et populaires blanches à la suite de la grande récession de 2007-2008. La hiérarchie raciale traditionnelle prévalant aux États-Unis a été déstabilisée par le mouvement vers le bas d'une partie importante de la population blanche.

6 Susan Faludi, *Backlash. The Undeclared War Against American Women*, New York, Crown, 1991. En français : *Backlash. La guerre froide contre les femmes*, Paris, Des femmes, 1993.

7 Abigail B. Bakan et Audrey Kobayashi, « Affirmative action and employment equity. Policy and ideology in canadian context », *Studies in Political Economy, A Socialist Review*, vol. 79, n° 1, 2007.

8 Jamelle Bouie, « How Trump happened », *Slate*, 13 mars 2016, <www.slate.com/articles/news_and_politics/cover_story/2016/03/how_donald_trump_happened_racism_against_barack_obama.html>.

En Ontario : *backlash* anti-Wynne

Déplaçons-nous vers le Canada, plus particulièrement vers l'Ontario. L'émergence de Doug Ford, d'abord, à la surprise générale, comme leader des conservateurs de l'Ontario, puis comme vainqueur lors de la course électorale en 2018, est sans aucun doute un développement étonnant. Au début de son mandat, le premier ministre Ford a annoncé son intention de révoquer le programme d'éducation sexuelle introduit par sa prédécesseure. L'insistance de Ford pour que l'éducation sexuelle dans les écoles occulte toute référence à l'identité de genre, aux relations homosexuelles de même qu'à l'intimidation résultant de l'orientation sexuelle, constitue une tentative consciente de jouer sur les craintes conservatrices parfois typiques des petites villes, en nourrissant une réaction, un *backlash*, contre les soi-disant « grandes villes » qui, dans le discours populiste, imposent des changements sociaux et culturels « inacceptables »⁹. Cette réaction s'est cristallisée autour de la figure polarisante de la première ministre libérale Kathleen Wynne, en poste de 2013 à 2018. En mars 2017, madame Wynne devenait la première ministre la plus impopulaire au Canada, sa cote d'approbation plafonnant à 12 % d'appuis selon les sondages. En juin, Wynne et le Parti libéral ont réussi à arracher 19 % du vote, loin derrière le Nouveau Parti démocratique (NPD), et encore plus loin derrière les conservateurs de Doug Ford (41 %).

Il est difficile d'expliquer cette haine contre Wynne. Il n'y a pas eu, pendant son règne, de vraies histoires de corruption, alors que Doug Ford a fait l'objet tout au long de sa carrière d'accusations répétées de corruption et de trafic d'influence. Pendant son gouvernement, Wynne a promu des réformes qui ont généralement été populaires :

- augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure au 1^{er} janvier 2019 ;
- mise à jour du programme d'éducation sexuelle afin d'y inclure une « conversation explicite sur le consentement », sur les relations entre personnes de même sexe et, à partir de la 4^e année, sur l'intimidation en ligne ;
- gratuité des études postsecondaires pour les étudiantes et les étudiants dont le revenu familial est de 50 000 dollars ou moins et pour les étudiants adultes gagnant moins de 30 000 dollars ;
- extension de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein à l'ensemble de la province et augmentation du nombre de places autorisées en garderie à 427 000 ;
- gratuité de 4 400 médicaments d'ordonnance pour les moins de 25 ans et promesse de rendre les médicaments d'ordonnance gratuits pour les aîné.e.s à partir du 1^{er} août 2019¹⁰.

9 Andrew Russell, Jamie Maraucher et Max Hartshorn, « Doug Ford is returning Ontario to a 1998 sex-ed curriculum. Some teachers are fighting back », *Global News*, 13 juillet 2018.

10 « Ontario liberals would make prescription drugs free for People 65 and older », *CBC News*, 20 mars 2018.

Il ne s'agissait pas de réformes « antiéconomiques » comme beaucoup de commentateurs et de politiciens à droite l'ont affirmé. La province a connu un essor sous ce gouvernement, bénéficiant d'un taux d'emploi record, d'un taux de chômage très bas et d'une forte hausse des salaires, en particulier pour les travailleuses et les travailleurs les moins bien rémunérés. Sous Wynne, la province est devenue l'un des principaux sites de prédilection pour l'investissement étranger en Amérique du Nord, juste derrière la Californie. Et pourtant, la première ministre libérale a perdu ses élections. Comment expliquer cela ? Wynne était féministe, lesbienne, mariée à sa conjointe et grand-mère. Selon la journaliste Shannon Proudfoot, quelque chose a perturbé la scène politique, ce qui a eu pour effet de nourrir à l'endroit de Wynne une véritable haine basée sur le sexisme, la misogynie et l'homophobie¹¹.

Backlash anti-francophone

Ford a ravivé un autre *backlash* avec l'annulation de la création d'une université de langue française à Toronto et par l'abolition du Commissariat aux services en français. On peut y voir une triple réaction, manifeste en Ontario et ailleurs au Canada anglais, contre les minorités francophones, contre la langue française et contre le Québec. Il faut rappeler que ce *backlash* anti-francophone s'est développé bien avant Doug Ford. Dans les années 1990, le Parti réformiste, sous Preston Manning et ses étoiles « montantes » Stephen Harper et Jason Kenney, a grandement exacerbé ces sentiments hostiles. Lors de la campagne électorale de 1997, le Parti réformiste diffusait des publicités télévisées appelant à « voter pour tous les Canadiens, pas seulement pour les politiciens québécois ». La publicité présentait les photos de Jean Chrétien, Jean Charest, Gilles Duceppe et Lucien Bouchard comme des cibles à abattre. Le message, sans être explicitement raciste, laissait comprendre que les problèmes du Canada étaient causés par le Québec et les francophones. À l'époque, Guillaume Gairdner, un proche conseiller de Manning, publiait un brûlot anti-québécois très populaire, *The Trouble with Canada*¹². Pour ce professeur albertain, la réalité canadienne binationale et bilingue est antinomique avec la gouvernance requise pour le Canada. Il y a une contradiction fondamentale, expliquait-il, entre un « style anglais » et un « style français ». Les Lumières anglaises-écossaises ont pour caractéristique dominante « non pas le pouvoir, mais la liberté ». Elles sont fondées sur le « respect de l'individu ». La conception française, au contraire, « se préoccupe principalement du pouvoir ». Elle est « enracinée dans la croyance que les gens ont essentiellement besoin d'être pris en charge et contrôlés... Au fond, c'est une vision collectiviste et autoritaire qui donne naissance à une nouvelle classe, basée sur l'argent

¹¹ Shannon Proudfoot, « Kathleen Wynne can feel your pain », *Maclean's*, 23 mai 2018.

¹² William D. Gairdner, *The Trouble with Canada*, Toronto, Stoddart, 1990. Ce livre très populaire (70 000 copies) a été réédité en 2007.

des impôts et le pouvoir politique¹³ ». L'Angleterre et ses créations comme le Canada, soutient Gairdner, se fondent sur le respect de l'individu, tandis que la France enterre les droits individuels sous un État paternaliste et condescendant. Dans les faits, cette analyse ne correspond pas à la réalité et à l'histoire de l'Empire britannique, ce dernier ayant systématiquement violé les libertés individuelles dans ses colonies (en Inde, en Afrique et ailleurs). Au contraire, c'est la Révolution française, héritière des Lumières, qui a inspiré le cri de ralliement « liberté, égalité, fraternité ».

Gairdner a offert une version fallacieuse de l'histoire du Canada. Son interprétation naïve (un État « harmonieux ») occulte les moments de confrontation et de répression, notamment la rébellion de 1837 écrasée par le pouvoir colonial britannique lequel a pillé les villages paysans et recommandé l'assimilation forcée de la population québécoise. Il a également « oublié » les rébellions de Riel et la répression sanglante des mouvements de revendications pour les droits linguistiques et les droits des Autochtones au Manitoba et en Saskatchewan. Il n'est pas question dans son « analyse » de la conscription imposée au peuple du Québec malgré une opposition massive ; ou de la proposition 17 adoptée en Ontario en 1912 laquelle visait à éliminer l'éducation en français dans cette province. Ce caractère répressif d'un État supposément « harmonieux » s'est révélé à de nombreuses reprises, notamment en 1970, avec la proclamation de la Loi sur les mesures de guerre, qui a donné lieu à l'occupation militaire du Québec et à la suspension des libertés civiles. Il s'est aussi manifesté plus tard alors que l'État fédéral manipulait et menaçait les Québécois au moment des référendums de 1980 et de 1995.

En guise de conclusion

Le concept de *backlash* permet de comprendre une dimension importante de la montée actuelle de la nouvelle droite. Cela suppose d'analyser les mécanismes par lesquels des idées au départ marginales parviennent à occuper le devant de la scène. Ce phénomène du *backlash* n'est pas un phénomène créé de nulle part, mais repose au contraire sur des pouvoirs existants qui disposent de ressources financières leur permettant de perturber l'ordre social. Ils contribuent ainsi à provoquer un désarroi parmi les couches moyennes et populaires qui en viennent à penser que leurs ennemis sont les minorités racialisées ou linguistiques, les femmes, la communauté LGBTQ, ou encore, la population québécoise.

¹³ *Ibid.*, p. 9-14. Notre traduction.